

Publicação F. MAGAZINE Data SEPTEMBRE
 Localidade Paris Página 55
 Tendência política orgão feminista
 Frequência Mensal Tiragem aproximada 300 mil ex.

VIE PUBLIQUE

POLITIQUE



Portugal : une femme à la barre

Fundação Cuidar o Futuro

Elle dirigera le gouvernement jusqu'aux prochaines élections. Elle vit en communauté. Elle lit la presse féministe. Retenez bien son nom : Maria de Lourdes Pintassilgo.

PAR CLAUDE SERVAN-SCHREIBER

« Une femme nommée à la tête du gouvernement portugais, le monde entier en a été surpris. Vous aussi ? » La réponse fuse, sans hésitation aucune : « Pas tout à fait. » Une façon de dire, sans fausse modestie, qu'on sait ce que l'on vaut. Maria de Lourdes Pintassilgo, Première ministre depuis quelques heures, me reçoit. Pour me dire qu'elle ne croit pas au hasard. Et que si elle occupe ce poste, c'est en raison de la « logique de l'évolution politique au Portugal ». Quelle logique ? Quelle évolution ?

Nous sommes à Lisbonne dans un palais rose cerné de jardins, qui fut, des années durant, la résidence de Salazar. La révolution des œillets, il y a cinq ans, n'a rien détruit, rien dérangé. Les meubles, exquis, sont encore ceux qu'avait choisis l'homme

qui inscrivait en 1933 dans la Constitution de son pays que, « si chaque personne est égale devant la loi, les femmes ne peuvent l'être, compte tenu de la différence de leur nature et de l'intérêt de la famille ».

Maria de Lourdes occupe superbement le bureau de cet homme-là. Exubérante, forte, perpétuellement souriante, elle a aujourd'hui quarante-neuf ans. C'est dire que la plus grande partie de sa vie s'est déroulée sous la dictature de celui qui, pendant des dizaines d'années, a maintenu les Portugaises en esclavage. En 1966, encore, le Code civil, pourtant « révisé » cette année même, confiait au mari la direction exclusive de la famille. Les épouses ne pouvaient exercer d'activité professionnelle ni quitter le pays sans l'autorisation de



leur conjoint. Les hommes ouvraient librement le courrier de leur femme; lesquelles n'avaient pas le droit d'être juges ou diplomates. Et ne votaient que si elles

étaient mères de famille nombreuses ou diplômées d'université... De surcroît, elles risquaient de se retrouver inculpées ou emprisonnées — comme le furent les célèbres « Trois Marias » (1) si elles se mêlaient de dénoncer l'abjection de la condition des femmes au Portugal.

Portée par la révolution, une femme a joué un rôle décisif dans les changements intervenus depuis. Il s'agit de Mme Pintassilgo.



Maria de Lourdes Pintassilgo, Première ministre du Portugal.

Ministre des Affaires sociales dans les premiers gouvernements révolutionnaires, on lui doit le nouveau statut juridique des Portugaises. Le Code civil reconnaît désormais l'égalité des femmes au sein de la famille; l'annulation du concordat imposé par Salazar permet à ceux qui ont contracté un mariage religieux de divorcer; la loi accorde des droits égaux à tous les enfants qu'ils soient « légitimes » ou non; progrès significatifs dans un pays encore fortement dominé par une Eglise conservatrice.

La « logique de l'évolution politique au Portugal », c'est donc, d'abord cela : la sortie des femmes du ghetto hérité du fascisme. Mais c'est aussi, ponctuellement, l'arrivée sur la scène politique d'une personnalité « indépendante » qui se trouve, en plus, être une femme intéressante. Grande lectrice de publications féministes, célibataire, elle s'est installée dans une communauté de femmes, près de Lisbonne. Combien de Premiers ministres ont choisi de vivre ainsi?

Petite fille d'origine bourgeoise, elle avait décidé de devenir ingénieur « parce qu'une étudiante que je connaissais n'avait pu décrocher ce diplôme ». Comment mieux dénoncer la prétendue infériorité des femmes qu'en réussissant brillamment? Ce qu'elle fit. Après quelques années passées dans l'industrie, elle entre à la Chambre haute portugaise alors que Caetano, le successeur de Salazar, tente de sauver le régime. Collaboration à la dictature? Elle s'en défend : « j'ai fait exprès d'entrer à la Chambre corporative parce que, chaque fois qu'un projet de loi y était discuté,

(1) Auteurs d'un ouvrage féministe. les « Nouvelles Lettres portugaises », Maria Isabel Bareño, Maria Velho da Costa et Maria Teresa Horta furent l'objet de poursuites sous l'ancien régime. Les féministes du monde entier se mobilisèrent pour venir à leur secours.

il y avait naturellement un vote, accompagné d'explications. Grâce à la publication des débats au Journal officiel, je pouvais me faire entendre quand je n'étais pas d'accord. A une époque où la liberté de la presse était nulle, j'en ai profité pour m'exprimer. Pour dire « non. »

Après avoir servi la Révolution et s'être assuré des appuis solides parmi les militaires « politiques », elle acceptait, il y a trois ans, le poste d'ambassadrice du Portugal auprès de l'Unesco, à Paris, poste qu'elle vient de quitter pour occuper ses fonctions actuelles.

Si elle a été choisie par le président de la République, le général Antonio Ramalho Eanes, c'est qu'elle n'appartient à aucun parti, bien que ses prises de position personnelles la placent nettement à gauche. Aboutissement d'une crise qui dure depuis un an, sa nomination traduit l'incapacité des formations politiques de constituer, dans le Parlement élu en 1976, une majorité capable de gouverner. Mis en place pour trois mois, son gouvernement de gestion est chargé de « préparer dans la neutralité » de nouvelles élections législatives. La dissolution de l'Assemblée nationale devrait en principe permettre à une majorité claire de sortir des urnes avant la fin décembre. D'ici là, le pays sera gouverné d'une manière discrétionnaire par le gouvernement sous le contrôle du président de la République. C'est dire à la fois la réalité et les limites des pouvoirs de Maria de Lourdes Pintassilgo.

« Vous illustrez en devenant chef du gouvernement, la schizophrénie de la société portugaise concernant les femmes : d'un côté quelques-unes occupent des postes de responsabilité, importants ; de l'autre, 34 % de la population féminine ne sait ni lire ni écrire. Et le bond en avant juridique de leur condition, résultat de la révolution, ne semble guère avoir entamé le climat lourdement sexiste du pays... »

« C'est vrai. La grande majorité des femmes reste un prolétariat dans le prolétariat. Tout de suite après le 25 avril, des ouvrières du textile, de la confection, de l'électronique ont activement participé au mouvement révolutionnaire. Mais, à l'époque, on a vu, de façon très nette, les hommes freiner leur élan. Même lorsque ces pères, ces frères, ces maris faisaient eux-mêmes la révolution ; ils avaient parfaitement compris que ce n'était pas seulement leur condition d'ouvrières ou de paysannes que les femmes voulaient changer, mais leur rapport aux hommes. Par exemple, quand quelques-unes ont pris des responsabilités syndicales, on a

assisté à des divorces, des séparations. Inédit, dans ces milieux. »

« Depuis, elles sont rentrées à la maison ? »

« La polarisation idéologique des syndicats, leur rapprochement des forces politiques a eu pour effet d'en éloigner les femmes. Elles ont vu — c'est du moins mon analyse — que cette lutte idéologique, bien qu'importante pour elles, ne réglerait pas leur situation au fond. Ce mouvement des ouvrières et des paysannes s'est donc estompé mais il reste en veilleuse et peut exploser à la moindre étincelle.

« Ce qui me paraît néanmoins acquis, pour beaucoup de Portugaises, est un changement de conscience, une conviction qu'elles expriment désormais en disant : "Je peux décider de ma propre destinée." »

Un changement dont on voit mal comment il va s'intégrer à la réalité sociale d'un Portugal économiquement faible. Même dans les exploitations agricoles collectives de l'Alentejo — organisations révolutionnaires contrôlées par le Parti communiste — les salaires féminins sont inférieurs d'un tiers aux salaires masculins. Et on ne s'en cache guère. Une avocate vient d'ailleurs d'être chargée par la commission de la Condition féminine — organisme rattaché au gouvernement — d'éplucher toutes les conventions collectives qui, au mépris de la Constitution, maintiennent une forte discrimination salariale contre les femmes. Situation scandaleuse, mais qui n'émeut pas plus les partis politiques que la question, pourtant dramatique, de l'avortement.

En effet, même si la contraception — dont le droit est inscrit dans la Constitution — entre lentement dans les mœurs, les avortements clandestins font encore des ravages. On estime leur nombre à 180 000 par an alors que la population portugaise atteint moins de dix millions. Ici, encore, à l'euphorie née du 25 avril a succédé la désillusion. Pendant plusieurs mois des groupes de femmes, inspirés par la lutte du Mlac en France, pratiquaient des avortements, diffusaient de l'information, organisaient des séances de discussion. Avec la retombée de la poussée révolutionnaire, ces militantes, comprenant qu'il n'y aurait pas d'institutionnalisation de leur action, ont baissé les bras. Seules quelques femmes journalistes ont tenté de continuer de témoigner et de donner la parole aux avortées. Au milieu d'une répression croissante. C'est ainsi que, récemment poursuivie pour « incitation à l'avortement » en raison d'une émission de télévision sur le sujet, Maria-Antonia Palla a dû son

Fundação Cuidar o Futuro



acquiescement à la solidarité de personnalités influentes et au soutien international dont elle a bénéficié (2).

L'avortement reste donc un crime aux yeux de la loi. Des poursuites sporadiques sont engagées contre les avortées dénoncées à la police. Aucune formation politique n'envisage présentement de poser la question de la révision de la loi.

« *L'avortement clandestin sévit au Portugal. Le problème a été, au moins en partie, résolu dans d'autres pays catholiques. Pourquoi pas ici?* »

« Pour des raisons historiques, les partis de gauche ne souhaitent pas raviver le conflit qui les a violemment opposés à l'Église lors de la première République portugaise, avant Salazar. Alors, on minimise les chiffres que vous

situation économique, les conditions de logement, tout ce qui fait que, pour beaucoup de femmes, il n'y a d'autre issue que l'avortement. »

« *Allez-vous dépénaliser l'avortement ou, tout au moins, prendre l'initiative d'un débat national sur le sujet?* »

« Le problème ne se pose pas dans l'immédiat, parce qu'une loi de cette envergure ne peut être envisagée sans une discussion au Parlement. Il y a des limites aux options que je peux prendre et aux domaines auxquels je peux toucher pendant ce gouvernement de transition. »

Dont acte. Mais alors quel crédit les femmes peuvent-elles accorder à celle qui occupe les plus hautes fonctions gouvernementales tout en se déclarant impuissante à exercer ce pou-



En compagnie des femmes de sa communauté



En conseil des ministres

connaissez pour dédramatiser la situation. Pour moi, l'avortement clandestin est à l'origine de véritables drames physiques et psychiques. Sans parler de l'horrible exploitation commerciale qui en est faite. Des groupes féministes au Portugal ont fait de la question de l'avortement un drapeau. Mais en le séparant d'autres formes d'oppression qui, finalement, sont aussi importantes : la

voir ? Si au moins on connaissait clairement ses positions sur le sujet...

« *Supposons que vous ayez la possibilité de faire voter une loi autorisant l'avortement, le feriez-vous?* »

« Je ne peux pas répondre dans l'abstrait. Je vois avec beaucoup de sympathie la loi Veil. Mais il me semble que nous avons tort de nous fixer sur des questions qui sont certes importantes, mais



Recevant
Claude Servan-Schreiber

(2) voir « F Magazine » n° 18/18 bis, juillet/août 1979.





Fundação Cuidar o Futuro

G. Le Queiroz/Magnum

Paysans de l'Alentejo : 34% de la population féminine du Portugal ne sait pas lire



dont le soubassement, plus profond, n'est pas suffisamment objet de réflexion. Je veux parler de la sexualité. Le grand débat qu'on escamote, c'est celui-là. »

Maria de Lourdes n'en dira pas plus. Il n'est pas facile d'être en même temps féministe — qualité qu'elle revendique — et catholique. Or, c'est précisément son passé de catholique de gauche engagée qui lui a attiré la confiance du président Eanes. Après avoir été présidente de la Jeunesse universitaire catholique et du mouvement Pax Romana, elle a créé, en 1957, la branche portugaise du Graal, association internationale de catholiques laïques, fondée aux Pays-Bas dans les années vingt, afin de « développer le potentiel des femmes pour le mettre au service de l'Église et de la société ». La Première ministre fait en effet partie d'une génération fortement marquée par les écrits de Simone Weil et l'expérience des prêtres ouvriers. Le Graal — un millier de membres au Portugal — proclame que le changement social passe par une façon d'organiser l'existence autrement. Et que la transformation de la société

dépend pour une large part de ce que les femmes voudront qu'elle soit.

Pourquoi alors, ne pas avoir pris davantage de femmes au gouvernement? Car il n'y en a qu'une, Maria Teresa Santa Clara Gomez, secrétaire d'Etat.

« Deux femmes à côté d'une quinzaine d'hommes au gouvernement, c'est peu? »

« Ne croyez pas que je n'ai pas essayé. Mais tout s'est passé trop vite. Nous n'avons pas eu le temps à ce moment-là de trouver des femmes immédiatement disponibles. »

On a déjà entendu ça quelque part... Le 13 août, donc, pour la présentation de son programme devant l'Assemblée. Mme Pintassilgo est la seule femme au banc du gouvernement. Prudence, après que des réactions misogynes aient accueilli sa nomination? Faisant allusion aux liens qu'elle entretient avec la gauche militaire, ses adversaires ont déclaré : « Nous ne nous laisserons pas bernier par un tiers-mondisme militaire rococo, en jupon et corset ». Et pour lui signifier leur refus de soutenir son programme, ils donnent la parole à

une des rares femmes que comptent leurs formations. Atmosphère tendue dans l'hémicycle où la Première ministre et la députée s'affrontent. A l'évidence, il ne suffit pas qu'une femme devienne chef du gouvernement pour que les mœurs politiques s'adoucissent...

« Comment réagissez-vous aux réactions de misogynie qui ont accompagné votre nomination? »

« J'ai rencontré d'abord une opposition de caractère politique... Mais affectée d'un coefficient de misogynie. Ce n'est pas la première fois. Au cours de ma carrière, dans l'industrie, dans les instances nationales ou internationales auxquelles j'ai pu participer, je l'ai souvent constaté : une femme dérange. A partir du moment où elle dit sa parole, celle-ci apparaît comme insolite, même si, techniquement, son discours est semblable ou parallèle à celui que tiendrait un homme. Et cette parole est immédiatement perçue comme insolente si elle n'est pas conformiste. Dans les milieux presque exclusivement masculins, les hommes s'entourent de rites et de liturgies, obsédés par l'image qu'ils veulent

donner. Je n'ai jamais accepté de me soumettre à ces codes. Non pas par préoccupation d'originalité mais au nom de choses très simples : la vérité, la spontanéité, la créativité, l'anticonformisme comme condition de changement, d'innovation. Je sais que mes attitudes apparaissent souvent comme déroutantes, provocantes. Mais je crois que je vais continuer d'être ce que je suis, sans me soucier de l'image que je donne. »

Quel avenir politique attend la première Première ministre de l'histoire portugaise? Ce ne sont pas des élections mais le fait du prince qui l'ont portée au pouvoir. Dans l'imbroglie politique portugais, ses adversaires la soupçonnent d'être l'instrument — volontaire ou non — d'une opération du président Eanes visant à instituer au Portugal un système présidentiel. Si aucune majorité de gouvernement ne se dégage des prochaines élections, pourquoi en effet Mme Pintassilgo ne se verrait-elle pas confirmée dans ses fonctions, quelles que soient les entorses ainsi portées au régime d'assemblée? Mais a-t-elle cette ambition?

« Considérez-vous désormais que vous faites une carrière politique? »

« Non, car je ne vois pas ma vie en termes de carrière. J'ai un mandat à remplir. Je ferai tout pour que le peuple puisse manifester sa volonté. Dès la nouvelle assemblée constituée, je me considérerai comme démissionnaire. Après, on verra bien. »

« A quoi donc vont servir ces trois mois? »

« A tenter de mettre en place les réformes indispensables à la situation des Portugais les plus défavorisés. Des mesures économiques s'imposent, même si elles doivent être impopulaires. Dans ce domaine, le gouvernement ne s'abstiendra pas de prendre des initiatives dont les conséquences se feront sentir au-delà de ses 100 jours d'existence. »

Maria de Lourdes Pintassilgo se lève, le conseil des ministres l'attend. En la voyant quitter la pièce, il ne m'apparaît pas clairement quelles conséquences de son action se feront encore sentir au-delà des trois prochains mois... A moins que ce soit d'une manière imprévue? Elle vient d'entreprendre une correspondance — jusqu'ici secrète — avec l'une des Trois Marias : « On s'écrit, parce que j'en ai besoin, précise-t-elle. Je vis une expérience tellement intense qu'il me faut en parler. Je réagis aux événements, je les prends sur le vif. Peut-être au bout du compte garderons-nous tout cela pour nous? »

Ce serait dommage. F

